11 Septembre : Obama met son veto à la loi autorisant les poursuites contre l'Arabie Saoudite (Màj)

24/09/2016 à 12h00



24/09/2016

Barack Obama ne veut pas que les proches des victimes du 11-Septembre puissent poursuivre l'Arabie saoudite. Le président américain a opposé son véto à l'entrée en vigueur d'une "loi", votée le 9 septembre dernier. Elle permet de poursuivre ce pays du Golfe, dont étaient originaires 15 des 19 terroristes du 11-Septembre.

23/09/2016

Le président américain Barack Obama a mis vendredi 23 septembre son veto à une loi autorisant les proches des victimes du 11-Septembre à poursuivre l'Arabie saoudite, a indiqué la Maison Blanche.

M. Obama estime que cette loi affaiblirait le principe d'immunité qui protège les Etats et leurs diplomates de poursuites judiciaires et risque, par un effet boomerang, d'exposer les Etats-Unis à des poursuites devant divers tribunaux à travers le monde. « *Je comprends le désir de justice des familles [des victimes] et je suis déterminé à les aider dans cet effort* », explique le président américain dans un courrier adressé au Sénat. Cependant, ajoute-t-il, signer cette loi « *aurait un impact néfaste sur la sécurité nationale des Etats-Unis* ».
En signant ce veto, M. Obama engage un bras de fer périlleux avec le Congrès qui pourrait lui infliger un cinglant camouflet à quelques mois de son départ du pouvoir. Si les deux tiers des élus se rassemblent derrière le texte, ils pourront en effet surmonter le veto présidentiel et la loi entrera en vigueur.

Le texte, baptisé *« Justice against sponsors of terrorism act »* (« justice contre les sponsors d'actes de terrorisme »), a suscité une levée des boucliers chez les monarchies du Golfe qui ont mis en garde contre *« un grave précédent »*. Ces dernières entretiennent des relations déjà tendues avec l'administration Obama à qui elles reprochent, entre autres, d'avoir réintégré l'Iran, grand rival chiite, dans le jeu diplomatique.
Quinze des 19 auteurs des attentats du 11-Septembre étaient des Saoudiens, mais l'implication de Riyad, allié des Etats-Unis, n'a jamais été démontrée.

Le Monde